Avant-propos de la rédaction

Autor(en): **Geuser, Fabien de**

Objekttyp: **Preface**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **65 (2007)**

Heft 4: **Échelles et enjeux de la ville ; Essentiel de la finance 2007**

PDF erstellt am: **23.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

AVANT-PROPOS DE LA RÉDACTION

Habiter et civiliser les villes et la finance.
Si les hasards des rythmes de publication font co-exister dans ce numéro un dossier sur la ville et un autre sur la finance, on peut relativiser l'éloignement apparent de ces deux thèmes en signalant qu'ils partagent au moins trois problématiques: celle de leurs *limites*, celle de leur *mythification* et celle de leur *gouvernabilité*.
Les *limites* d'abord. Les deux dossiers font bien percevoir que les frontières des villes et de la finance évoluent. Frontières territoriales et frontières conceptuelles. La financiarisation du monde s'accélère, envahissant la culture, le sport,... atteignant même les villes et les communes comme le signale d'ailleurs l'article de Dafflon sur la planification financière dans la gestion des communes. Parallèlement les villes semblent grandir si vite que le néologisme de métropolisation des territoires devient de plus en plus évident pour qualifier ce phénomène. Mais nos conceptions de la ville et de la finance évoluent aussi: la distinction ville-campagne ou même centre ville-périphérie se fragilisent à mesure que se déploie une imbrication des régions, des communes, des centres... La finance elle-même intègre davantage la psychologie et la sociologie des acteurs, se décentrant de son approche traditionnellement axée sur l'économie néo-classique. La notion de centre devient à la fois un enjeu et une question. Le couple urbain «centre-ville» (l'organisation concentrique des villes; voir l'article de Matthey) et «ville-centre» (lire la contribution de Bäschlin et Wastl-Walter), c'est-à-dire ville au centre de la vie et des territoires, est remis en question, transformant nos habitudes. De même, le développement de la finance au centre de notre vie économique, institutionnalisant un capitalisme financier, se déployant conjointement avec la concurrence accrue des villes pour devenir les centres de la finance, témoigne de cette nouvelle dynamique des centres.
Mais cette double expansion, conceptuelle et territoriale, des villes et de la finance doit être relativisée. L'exemple de Zurich (voir l'article de Schmid) montre que cette métropolisation n'est peut être qu'apparente et qu'elle cache en fait une ré-articulation forte des villes et de leur environnement. Les pendulaires, les migrants,... s'ils semblent élargir toujours les frontières de la ville, inscrivent la campagne dans la ville en lui imposant transports, accès... De même la centralité des marchés financiers va de pair avec le développement de formes alternatives de financement, voire surtout de nouvelles formes de contrôle de ces marchés par les acteurs (on peut penser aux formes de capitalisme social ou écologique). On pourrait alors se demander si la métropolisation et la financiarisation du monde ne relèvent pas davantage du mythe que d'une réalité absolue. A quel point la ville et la finance ne sont-elles pas devenues les boucs émissaires de crises plus profondes de nos systèmes politiques et sociaux? Reprocher à la ville de contribuer à la désertification rurale ou du moins aux déséquilibres des populations, masque peut être notre inaptitude à faire face aux évolutions démographiques et économiques. La «finance-monstre» ne s'est-elle pas développée dans l'espace abandonné par nos banques et nos états, refoulant la question d'un financement socialement acceptable et surtout des transformations des besoins des entreprises?

Traiter de la ville et de la finance, c'est alors aussi déconstruire ce phénomène de *mythification* pour pouvoir aborder ensuite le problème grave et complexe de leur *gouvernabilité*: comment en effet gouverner de tels systèmes aux frontières floues, aux définitions changeantes et taraudés d'un poids symbolique considérable en plus de leur importance économique et sociale? Les articles de Jaggi et de Racine, revenant aux origines étymologiques du mot «ville», distinguent pour cela *urbs* et *civitas*, c'est-à-dire la dimension démographique de la ville et le lien social qui la fonde. Racine rappelle que si «l'urbanisation produit toujours de l'urbain, elle sécrète rarement de l'urbanité. Que là où l'*urbs* se développe, il faut prendre soin de la *civitas*». Civiliser la ville aussi vite que se développe l'urbanisation devient un impératif que rencontre aussi la gouvernance de la finance dans son domaine: civiliser la finance tout en assurant sa croissance. Or le recours fréquent (présenté dans l'article de Rozenblat et Gautier dans le cas des villes) à la métaphore du réseau pour penser la ville et la finance ne contribue pas réellement à mettre à jour des leviers de gouvernance. Les réseaux sont en général peu gérables et suivent une expansion quasi-évolutionniste souvent faiblement maîtrisée. Au point que peuvent apparaître des effets pervers comme ceux dénoncés par Zeller et Messerli dans lesquels des grandes entreprises ou d'autres agents pourraient «façonner à leur profit» le réseau urbain.

La volonté politique doit alors prendre ce phénomène en considération pour repenser les moyens de son action sur la ville et sur la finance alors même que ces deux dernières la fragilisent souvent. C'est ce que rappelle Jaggi en écrivant dans son article que «la reconnaissance des villes et l'essor des agglomérations postulent une réforme du fédéralisme». De même la financiarisation de notre système économique semble relativiser les marges de manœuvre de nos gouvernements.

Habiter les villes et habiter la finance, les rendre vivables à tous les sens du terme dessinent alors donc l'enjeu de ce numéro.

Pour la rédaction,
Fabien De Geuser

Post-scriptum: conformément à notre ligne éditoriale, les articles sont souvent engagés, défendant une position claire et donc discutable. Nous faisons confiance à nos lecteurs pour conserver une lecture critique et appliquer leur sens du juste, telle que le présente d'ailleurs Racine dans son article (en citant Ferrer) quand il écrit que *la notion de juste [doit] se comprendre au sens de justice (sociale) comme au sens de justesse (scientifique, technique, écologique)*.